COMMISSION CLIMAT
RÉGION SAHEL

CCRS

Secrétariat Exécutif

DISCOURS DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DE LA CCRS

SEM. Issifi Boureima

COP31 – ÉVÉNEMENT PARALLÈLE

Nourrir l'avenir au Sahel

« L'action anticipatoire et la transformation des systèmes alimentaires pour protéger les enfants et autres couches vulnérables face aux chocs climatiques »

Antalya, Pavillon de l'Afrique – 13 novembre 2026

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Distingués invités, en vos rangs, grades et qualités,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de commencer par un visage.

Celui d'une petite fille de cinq ans. Elle vit quelque part au Sahel, sur cette bande de terre qui traverse l'Afrique d'ouest en est, de l'Atlantique à la mer Rouge, du Sénégal à Djibouti. Pendant que nous sommes réunis ici, à Antalya, d'où je remercie le Gouvernement de la République de Türkiye pour son hospitalité, sa journée a déjà commencé. Sa mère est partie à l'aube chercher l'eau et le bois. Elle attend un repas qui ne viendra peut-être pas.

Elle ne lit pas nos déclarations. **Et pourtant, c'est pour elle que nous sommes ici.**

Cette petite fille n'est pas seule. Rien que parmi les moins de cinq ans, **11,3 millions** souffrent de malnutrition aiguë en Afrique de l'Ouest et au Sahel, selon le Cadre Harmonisé, l'outil régional d'analyse de la sécurité alimentaire.

Onze millions. Onze millions d'âmes.

Si ces enfants s'alignaient en se donnant la main, ils formeraient une chaîne humaine qui irait du Sénégal à Djibouti, et bien au-delà.

Avec toute l'Afrique, nous sommes à l'œuvre pour faire lever la Grande Muraille Verte. **Faisons en sorte que cette chaîne d'enfants ne soit pas une muraille de vulnérabilité, mais une muraille d'espoir.**

Ces enfants n'ont pas allumé le feu qui réchauffe notre planète. Pourtant, ce sont eux qui en paient le prix le plus lourd.

Nelson Mandela, notre Madiba, nous l'a rappelé : ***« Il ne peut y avoir de révélation plus vive de l'âme d'une société que la manière dont elle traite ses enfants. »***

Ici, à Antalya, c'est l'âme de la communauté internationale qui est en jeu.

Mesdames et Messieurs,

Le plus dur à accepter, c'est qu'au Sahel, les crises ne sont presque jamais des surprises. Grâce à nos systèmes d'alerte précoce, portés par nos institutions techniques et scientifiques sous-régionales et régionales, nous savons, souvent des mois à l'avance, où la pluie manquera et où la faim frappera.

Ainsi, selon le bulletin climatique spécial publié en octobre dernier par le Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD), basé à Niamey, **un El Niño d'une intensité historique est en cours et devrait atteindre son pic en décembre.** Ses effets se font déjà sentir : le mois de septembre a été, au Sahel, plus chaud que 99 % des mois de septembre jamais enregistrés, et l'alerte à la chaleur vaut jusqu'en janvier.

Nous savons. Et pourtant, trop souvent, nous arrivons après. Après la perte du bétail. Après que le paysan a épuisé ses réserves, jusqu'aux semences de la prochaine campagne agricole. Après que l'enfant a quitté l'école.

Le défi n'est plus de savoir. Le défi est d'agir à temps.

C'est tout le sens de l'action anticipatoire. Agir avant le choc, c'est permettre à l'éleveur de garder son troupeau, à la mère de nourrir ses enfants, à la cantine scolaire de rester ouverte. C'est protéger les communautés et leurs moyens de subsistance.

Mesdames et Messieurs,

Je ne suis pas venu vous parler d'un Sahel qui subit. Je suis venu vous parler d'un Sahel qui agit.

Nos États sont résolus à bâtir la résilience de leurs populations. La Commission Climat pour la Région du Sahel porte cette ambition commune : coordonner l'action régionale et fédérer les partenaires autour de l'action anticipatoire et de la résilience. Notre conviction est simple : la résilience se construit de l'intérieur, sous le leadership de nos États. Les partenaires viennent renforcer nos systèmes, jamais s'y substituer.

Je salue l'engagement de nos États membres. Dans un instant, Monsieur le Ministre de l'Environnement et du Développement durable de la République de Djibouti prendra la parole en leur nom. Je salue également nos partenaires, dont l'appui à cet événement illustre l'engagement.

Notre engagement collectif est réel. Mais il doit désormais changer d'échelle, car les besoins d'adaptation dépassent largement les financements disponibles. **Ce déficit, ce sont nos enfants qui le paient.**

Nous appelons donc à des financements qui passent par nos systèmes nationaux et s'appuient sur nos institutions sous-régionales et régionales. Des financements prévisibles, qui arrivent avant la crise, et non après.

Nous appelons enfin à investir résolument dans le capital humain, car nourrir un enfant aujourd'hui, c'est bâtir l'Afrique de demain.

Ces appels, nous voulons les traduire en engagements : c'est le sens de l'Appel d'Antalya, qui sera lu à la clôture de nos travaux, et de la table ronde des partenaires que notre Commission organisera l'an prochain pour financer les CDN du Sahel, autour d'un portefeuille régional de projets bancables de près de 2,9 milliards de dollars.

Que la COP d'Antalya soit le point de départ d'engagements concrets et mesurables. Et que la prochaine COP, à Addis-Abeba, soit celle des solutions africaines, déjà à l'œuvre sur le terrain.

Venez, non pas pour écouter le Sahel, mais pour investir avec lui.

Mesdames et Messieurs,

Revenons à cette petite fille. L'an prochain, quand l'Afrique accueillera le monde à Addis-Abeba, elle aura six ans : l'âge d'entrer à l'école.

Si nous agissons à temps, elle y entrera en bonne santé, nourrie par la cantine de son village. Si nous attendons encore, hélas, elle ne sera qu'un chiffre de plus dans un rapport sur les enfants oubliés.

Entre ces deux avenirs, il n'y a qu'une chose : notre décision.

La mienne est prise : notre Commission fera de chaque alerte une action.

Au Sahel, nous savons. Alors, agissons avant.

Je vous remercie!